

Schroder ISF* Global Sustainable Growth

Commentaire de gestion

T2 2020



En bref

Gérants du fonds : Katherine Davidson et Charles Somers

Performance : le fonds (part A de capitalisation) a progressé de 18,6 % sur le trimestre** et a sous-performé l'indice de référence MSCI AC World TR Net, qui a gagné 19,2 %.

Meilleures contributions : la sélection de titres parmi les valeurs industrielles et financières.

Principales contributions négatives : la sélection de titres dans la consommation cyclique.

**Source : Schroders, au 30 juin 2020. Net de frais, cours acheteur/cours acheteur, avec réinvestissement du revenu net. Source de l'indice : MSCI, au 30 juin 2020.

Performance sur un an (en %)

	Performance nette du fonds	MSCI AC World TR Net
2019	31,0	26,6
2018	-3,3	-9,4
2017	28,8	24,0
2016	-0,7	7,9
2015	1,5	-2,4

Source : Schroders, performance nette de frais, cours acheteur/cours acheteur, revenu net réinvesti. Part A de capitalisation, au 31 décembre 2019.

Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les cours des actions ainsi que le revenu qui en découle peuvent évoluer à la baisse comme à la hausse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant qu'ils ont investi.

Certains écarts de performance entre le fonds et l'indice de référence peuvent être observés étant donné que les performances du fonds sont calculées à un point de valorisation différent de celui de l'indice de référence. Le fonds n'est pas géré en lien avec un indice de référence, mais sa performance peut être comparée à celle(s) d'un ou plusieurs indices.

Veuillez consulter les fiches techniques respectives des fonds pour connaître les performances d'autres catégories d'actions.

Revue du marché

Les marchés actions internationaux ont enregistré un fort rebond au deuxième trimestre. La vigueur du rebond, soutenue par des mesures de relance monétaire et budgétaire sans précédent de la part des banques centrales et des gouvernements du monde entier, ainsi que par la réouverture des principales économies mondiales, a surpris de nombreux acteurs. En amortissant le choc économique défavorable à court terme, ces mesures ont ramené un certain optimisme sur les marchés. Le succès des efforts visant à contenir le virus, illustré par le recul du nombre de nouveaux cas dans de nombreuses régions, a également contribué à ce rebond.

Les prochains mois seront dominés par d'importants changements dans l'orientation du marché et une forte polarisation des performances des actions, alors que les marchés digèrent l'impact du choc de demande sur les fondamentaux des entreprises avant d'entamer une reprise. Les révisions significatives des prévisions de bénéfices et le pessimisme affiché par de nombreuses entreprises dans un contexte d'incertitude persistante devraient maintenir la volatilité à des niveaux élevés. Nous restons convaincus que le focus sur les sociétés dont le bilan est stable et sous-estimé et qui bénéficient de moteurs durables de croissance de leurs bénéfices permettra de générer une surperformance régulière sur le long terme.

Analyse du portefeuille

Le portefeuille a légèrement sous-performé l'indice de référence au deuxième trimestre, malgré une sélection de titres positive. Notre performance relative s'est fortement renforcée en juin.

La sélection de titres s'est avérée particulièrement favorable parmi les valeurs industrielles et financières, tandis que nos positions dans les biens de consommation ont sous-performé. Sur l'ensemble du trimestre, les liquidités détenues dans un contexte de marché haussier ont légèrement nuï à la performance. Le Japon et les marchés émergents ont été les régions les plus solides, tandis que notre surpondération du Royaume-Uni et notre sous-pondération des États-Unis ont pesé sur la performance, malgré une sélection de titres positive dans les deux régions.

Adobe a bien performé au cours du trimestre. Étant donné qu'environ 90 % de son chiffre d'affaires est récurrent, la société est restée relativement isolée des effets du coronavirus.

La croissance continue d'être portée par son offre « Creative Cloud », ce qui souligne la qualité de la proposition de valeur et la fidélisation des clients dans un contexte économique difficile. Nous continuons de privilégier la société pour son positionnement concurrentiel robuste, soutenu par une innovation et un réinvestissement constants en R&D. Nous avons réduit notre position au cours du trimestre, en prenant quelques bénéfices à la lumière d'une bonne performance qui intègre déjà des prévisions de croissance en hausse.

La société chinoise d'Internet **Tencent** a également enregistré de solides performances au cours du trimestre. Pour le premier trimestre, la société a annoncé un chiffre d'affaires en hausse de 26 % et un bénéfice net en hausse de 6 % par rapport à la même période de l'année précédente, malgré les mesures de « confinement » imposées en Chine durant une bonne partie du trimestre. Sans surprise, le confinement des consommateurs chinois a entraîné un bond de la demande pour les services de jeux mobiles de Tencent. Celle-ci pourrait s'estomper avec la réouverture de l'économie, mais la société continuera de bénéficier d'un engagement accru grâce à un écosystème élargi.

Nous avons été impressionnés par la croissance de 47 % des revenus publicitaires à forte marge en dépit d'un contexte économique difficile, et la société a souligné que la réouverture de l'économie avait permis un redressement rapide des paiements mobiles. Nous restons convaincus que la société offre de solides perspectives de croissance durable, grâce à un investissement constant dans sa proposition de valeur et à la force des effets de réseau.

L'opérateur hôtelier britannique **Whitbread** a enregistré la plus mauvaise performance du trimestre. Tandis que la pandémie s'aggravait et que plusieurs pays fermaient leurs frontières, les investisseurs se sont délestés des entreprises liées au secteur des voyages. Si Whitbread sert principalement des clients domestiques, la société a été fortement impactée par la fermeture forcée de son réseau et le rythme de la reprise à venir demeure très incertain. Bien que la gravité de la récession soit sans précédent pour les opérateurs hôteliers, notre analyse et nos conversations avec la direction révèlent que la société dispose de liquidités suffisantes pour faire face à cet environnement difficile et devrait bénéficier d'une position concurrentielle renforcée, compte tenu des tensions significatives subies par ses concurrents. Cela étant dit, nous avons été surpris par la décision de la direction d'émettre des actions, au mois de juin, afin de renforcer le bilan et de maintenir la flexibilité de la stratégie d'expansion. Nous avons fait valoir nos droits, car le titre est déprimé par rapport à sa capacité bénéficiaire à long terme, mais nous surveillerons de près la position et nous échangerons régulièrement avec la société pour évaluer ses perspectives d'exploitation et son allocation de capital.

AIA s'est également montrée faible au deuxième trimestre. L'assureur panasiatique a fait état d'une chute de 27 % de la valeur des nouvelles activités en raison de l'épidémie de Covid-19, et a en outre été pénalisé par la détérioration des relations entre la Chine et Hong Kong. Dans un environnement politique

voué à rester incertain, nous estimons qu'AIA est bien positionnée pour tirer parti de la reprise et de la croissance structurelle à long terme en Chine. L'annonce en février de deux nouvelles licences régionales – les premières depuis 2001 – élargit la population cible de 20 % et démontre le soutien du gouvernement à l'entreprise et au secteur en général. L'équipe dirigeante d'AIA dispose d'un historique de performance exemplaire en matière d'allocation de capital, d'excellence opérationnelle et d'éthique des affaires, et nous avons renforcé notre position dans ce gagnant à long terme.

Au cours du trimestre, notre Groupe d'investisseurs a pris la décision collective de retirer le distributeur en ligne **Amazon** de notre univers d'investissement, ce qui s'est traduit par la vente totale et immédiate de notre position. Après d'intenses débats et discussions, accompagnés de nombreux échanges avec l'entreprise, nous avons conclu qu'elle ne correspondait plus à notre niveau d'exigence pour une inclusion dans le fonds.

De nombreux investisseurs nous ont entendus défendre Amazon par le passé, sur la base d'atouts souvent négligés ou sous-évalués par la communauté ESG (une valeur client et des engagements environnementaux robustes, associés à un impact positif sur l'innovation intersectorielle). Bien que ceux-ci restent d'actualité, l'accumulation de facteurs négatifs est récemment devenue écrasante. Ceux-ci incluent notamment la communication d'informations trompeuses au Congrès américain sur l'utilisation des données des vendeurs, les préoccupations concernant la protection contre la Covid-19 et le traitement des lanceurs d'alerte.

Nos discussions avec l'entreprise n'ont pas été suffisamment rassurantes sur ces questions et sur l'éthique des affaires, ce qui nous a conduits à conclure que l'entreprise s'appuyait sur une culture de « gain à tout prix ». La démission du vétéran de l'industrie Tim Bray en mai, en signe de protestation contre les conditions des entrepôts, démontre que le comportement d'Amazon devient un obstacle au maintien en poste des meilleurs talents, ce qui constitue un risque opérationnel non négligeable.

Nous avons également liquidé notre participation dans **Norsk Hydro** au cours du trimestre. Dans ce cas, il n'y a pas eu de changement dans notre évaluation de la durabilité de l'entreprise, qui est un leader sectoriel dans la production d'aluminium bas carbone. Cependant, les fondamentaux de l'activité se sont détériorés, la surcapacité de l'industrie ayant été exacerbée par les confinements liés à la Covid-19, tandis que le faible prix du charbon réduit l'avantage concurrentiel des énergies renouvelables par rapport à leurs concurrents chinois.

Nous avons vendu notre position sur **B3**, la bourse brésilienne, au cours du trimestre. Il s'agit d'un retournement inhabituellement rapide pour nous, mais depuis l'achat du titre en mars, il a nettement surperformé et dépasse désormais son niveau d'avant la crise (en BRL). Bien que la participation

financière au Brésil reste structurellement solide, les risques macroéconomiques et politiques ne sont pas pris en compte à ce stade.

Notre unique nouvel achat du trimestre a consisté en une position initiale dans la chaîne britannique de « plats à emporter » **Greggs**. La société a un engagement de longue date en matière de durabilité, qui est négligé parce que sa petite taille l'empêche de bénéficier pleinement des diverses publications et accréditations. Cela démontre la valeur de l'évaluation SQ renforcée, à travers laquelle nous avons échangé directement avec l'entreprise pour combler les lacunes de nos connaissances et évaluer la culture d'entreprise. Sa gestion du travail est particulièrement louable étant donné que l'entreprise exerce ses activités dans un secteur à faible rémunération, avec de solides relations syndicales et des primes de participation aux bénéficiaires pour chaque employé.

Nous avons également renforcé nos positions dans un certain nombre de titres ayant récemment sous-performé, mais dans lesquels nous conservons une conviction de long terme. Parmi ceux-ci figure **Bunzl**, acquis au début du trimestre alors que le titre semblait survendu compte tenu de la résilience affichée par de nombreux segments de l'activité, notamment l'épicerie, la santé, la sécurité, ainsi que le nettoyage et l'hygiène. Cette analyse a été reflétée dans nos recommandations du mois de juin et le titre a ensuite surperformé.

Initiatives d'engagement

Nous considérons l'actionnariat actif comme un élément essentiel de l'investissement durable, et nous rendons désormais compte de notre activité d'engagement pour illustrer son importance au sein de notre processus. Nous estimons qu'en jouant un rôle actif auprès des entreprises, nous pouvons améliorer notre

compréhension de leur culture et de leurs opérations, ce qui permettra de les encourager à adopter les meilleures pratiques en matière de gestion des parties prenantes. Cela devrait profiter à la fois à nos investisseurs et à l'ensemble de la société sur le long terme.

Notre projet d'engagement est établi et revu lors des réunions mensuelles de notre Groupe d'investisseurs sur la base de notre évaluation SQ, puis exécuté en collaboration avec les équipes de durabilité et de gouvernance. Dans le cadre de ce portefeuille, nous nous engageons résolument et visons, à travers nos participations, à favoriser un changement progressif dans un petit nombre de sociétés.

Ce trimestre, nous avons adressé nos félicitations à Danaher pour son amélioration de la communication environnementale (évolution que nous soutenons depuis 2017) et pour demander de plus amples informations sur les effectifs, la chaîne d'approvisionnement et la gouvernance. La société nous a immédiatement répondu, montrant ainsi qu'elle était devenue plus réceptive aux demandes d'engagement et aux commentaires des investisseurs. Des informations plus détaillées seront fournies dans son rapport RSE 2020, que nous examinerons attentivement en vue d'actualiser notre évaluation SQ. Nos préoccupations en matière de gouvernance sont présentées au conseil d'administration.

Nous avons également contacté **Trane Technologies** pour obtenir des précisions sur les données concernant les employés, la gouvernance ESG et la cybersécurité. Globalement satisfaits de leur réponse, nous avons toutefois mentionné des inquiétudes liées à la gouvernance d'entreprise et à la rémunération de la direction, qui n'ont pas été abordées – nous prévoyons de voter contre les propositions concernées lors de l'assemblée générale de la société.

Un nouveau contrat social – comment les entreprises traitent-elles leurs employés depuis la crise de Covid-19 ?

La crise de Covid-19 a attiré l'attention sur le traitement par les entreprises de leurs parties prenantes. La première phase de la crise a vu de nombreuses entreprises se concentrer sur les efforts visant à aider l'ensemble de la société. Nombre d'entreprises, des distilleries aux constructeurs automobiles, ont réaffecté des lignes de production à la fabrication de gel hydroalcoolique, de respirateurs ou d'équipements de protection individuelle (PPE). D'autres ont fait des dons – de produits ou d'argent – pour soutenir la recherche médicale ou des causes sociales.

Dans le même temps, les sociétés considérées comme agissant de manière inappropriée ont connu un important revers. Un exemple récent est la chaîne de restauration Shake Shack. Suite au rejet du public, la société [a remboursé un prêt gouvernemental de 10 millions de dollars qu'elle avait demandé](#) dans le cadre d'un programme gouvernemental américain conçu pour aider les petites entreprises.

Comme nous l'avons écrit précédemment, nous pensons qu'un [nouveau contrat social](#) va émerger à mesure que la crise de Covid-19 modifie les relations entre les entreprises et leurs parties prenantes. Le recours à des programmes de soutien de l'État et l'arbitrage en termes de rendement des actionnaires ou de rémunération des cadres supérieurs sont un exemple parmi d'autres. Le traitement des employés, qui en est un autre, a suscité une attention croissante pendant le confinement.

En première ligne ou dans la misère ?

Si nombre d'employés de bureau (y compris la plupart des investisseurs) sont en mesure de travailler à domicile, c'est une autre histoire pour les travailleurs considérés comme essentiels.

Cette crise a mis en évidence le fait qu'il existe toute une tranche du marché du travail dont l'importance aurait précédemment été négligée et ne se reflète pas dans les salaires. Les employés de supermarchés, les livreurs, le personnel des entrepôts

et les employés des fabricants et transformateurs de produits alimentaires ne sont que quelques-uns de ces nouveaux employés « de première ligne » qui sont essentiels pour maintenir l'économie en marche.

Et bien que les médecins et infirmiers soient les nouveaux héros nationaux, on prend de plus en plus conscience du fait que le bon fonctionnement des services de santé et de soins repose également sur des « personnels moins qualifiés » tels que les transporteurs hospitaliers, le personnel d'entretien et le personnel de soins à domicile.

Ces employés travaillent souvent dans des environnements où l'interaction avec les clients ou les patients pose un danger particulier. Les entreprises de ces secteurs ont fait l'objet d'un examen strict concernant la fourniture de PPE et la protection du personnel.

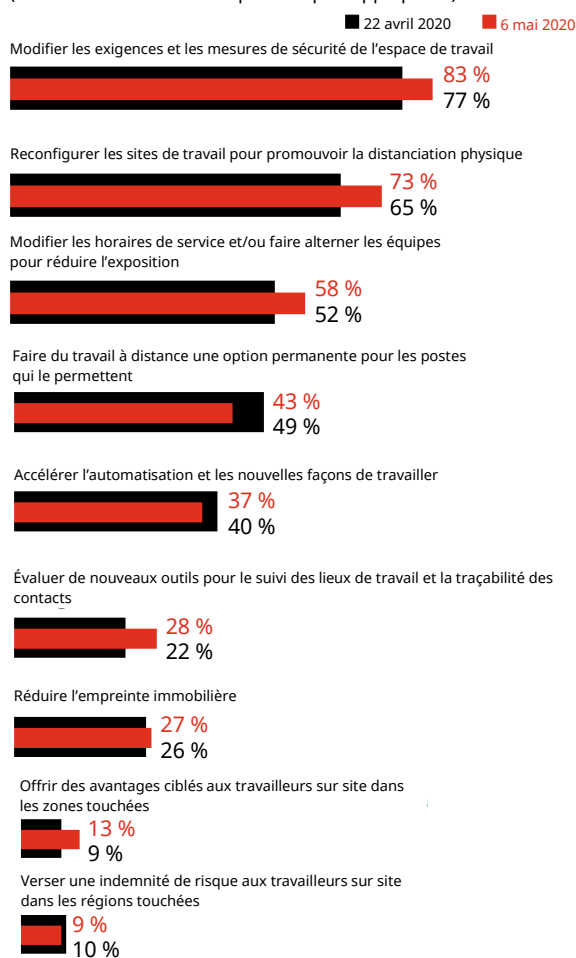
Amazon, par exemple, a fait face à des manifestations généralisées sur les conditions de travail du personnel d'entrepôt, malgré les 4 milliards de dollars dépensés en mesures de sécurité. En mars, la chaîne d'habillement britannique Next a temporairement fermé sa branche de e-commerce de manière à adapter ses entrepôts aux exigences de distanciation physique au prix d'une capacité considérablement réduite.

Élargir le filet de sécurité

Alors que les économies rouvrent progressivement et que la mise au point d'un vaccin demande du temps, les entreprises des secteurs « non essentiels » vont également devoir tenir compte de ces défis. Certes, les gouvernements et les organismes de réglementation donnent des consignes, mais il incombe aux entreprises de fournir un environnement sûr aux employés et aux clients. Dans [une enquête récente menée par JUST Capital](#), près de 90 % des personnes interrogées estiment que les entreprises devraient fournir des équipements de protection individuelle, désinfecter les lieux de travail et mettre en place une distanciation physique.

La bonne nouvelle, c'est que les entreprises semblent bien conscientes de leurs responsabilités, que ce soit par principe de bonne gouvernance ou par crainte d'une réaction hostile de l'opinion publique. Le graphique ci-dessous présente les réponses des directeurs financiers à une enquête menée par PwC sur les plans de reprise d'activité de leurs entreprises :

Lequel des éléments suivants votre entreprise prévoit-elle de mettre en œuvre lorsque vous reprendrez le travail sur site ? (Sélectionnez toutes les réponses qui s'appliquent.)



Source : PwC COVID-19 US CFO Pulse Survey
22 avril 2020 : base de 305 ; 6 mai 2020 : base de 288

<https://www.pwc.com/us/en/library/covid-19/pwc-covid-19-cfo-pulse-survey.html>

Les mesures les plus urgentes sont des mesures visant à résoudre des problèmes de sécurité spécifiques à la crise. Les bureaux, les centres commerciaux et les restaurants se précipitent pour trouver des solutions innovantes aux exigences de distanciation physique : systèmes à sens unique, écrans de protection entre les tables, etc.

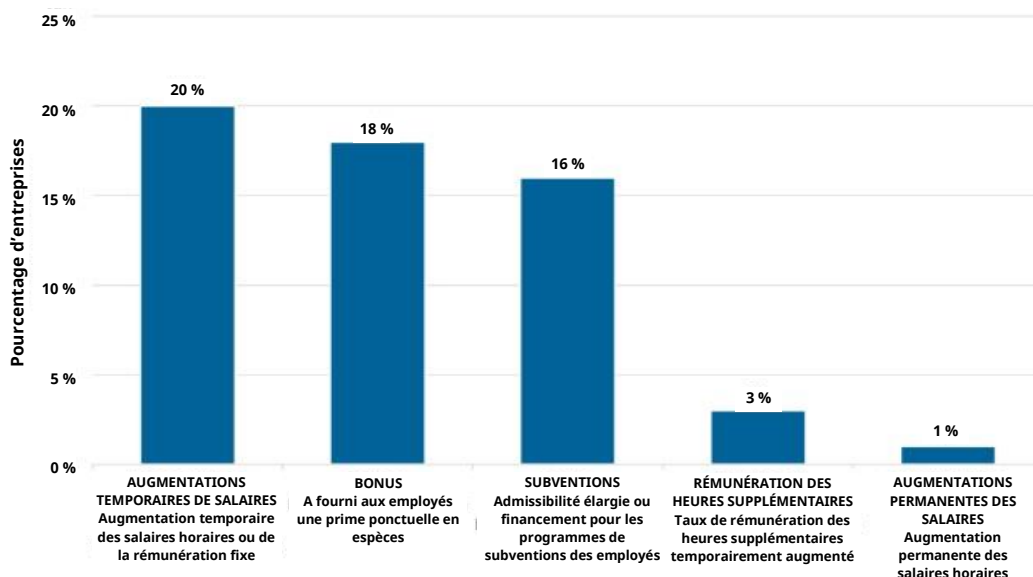
D'autres solutions, comme le télétravail et les modalités de travail flexibles, semblent être en place de manière plus permanente. Plusieurs entreprises technologiques ont déjà prolongé le télétravail pour une durée indéfinie, et les bureaux de Schroders à Londres restent déserts malgré l'assouplissement des consignes gouvernementales.

Bien qu'il soit plus facile de la mettre en place pour certains secteurs que pour d'autres, nombre de travailleurs recherchent depuis longtemps une plus grande flexibilité dans leur travail, mais n'ont peut-être jamais osé en faire la demande. Les entreprises qui adoptent la nouvelle norme et qui réalisent les investissements nécessaires dans les technologies devraient être récompensées par une main-d'œuvre plus satisfaite, plus motivée et potentiellement plus productive. Elles devraient également avoir plus de facilités à recruter. Avant la crise, une étude britannique avait révélé que pour 70 % des employés et plus de 90 % des millenials, la [flexibilité dans le travail rendait un poste plus attractif](#).

- Pour en savoir plus sur ce que cela pourrait signifier pour les villes, voir [« Why global cities can still thrive despite Covid-19's impact »](#) (Pourquoi les villes mondiales peuvent encore prospérer malgré l'impact de la Covid-19)

Au-delà de la protection physique, certains employeurs ont également pris des mesures pour protéger ou améliorer la santé financière de leur personnel. Bon nombre des emplois essentiels mentionnés ci-dessus sont peu rémunérés, surtout compte tenu des risques potentiels pour la santé. Le graphique ci-dessous de JUST Capital tient compte des types d'aide financière fournis par les 100 plus grandes sociétés publiques américaines à leurs employés.

Quels types d'assistance financière les entreprises américaines fournissent-elles aux salariés ?



Source : JUST Capital's COVID-19 Corporate Response Tracker. Données au 7 mai 2020.

Comme on peut le voir sur le graphique, 20 % ont temporairement augmenté les salaires et 18 % ont versé une prime. Certaines entreprises issues de secteurs essentiels, y compris la plupart des supermarchés britanniques et américains, ont mis en place un « salaire pour risque » pour le personnel en première ligne.

S'il est sans doute le bienvenu en temps de crise, ce « salaire pour risque » temporaire n'aura que peu d'impact à long terme sur l'augmentation définitive des salaires au bas de la pyramide. De nombreuses entreprises sont [aujourd'hui critiquées](#) pour avoir mis un terme fin mai à leur programme d'aide financière alors que les risques sanitaires sont toujours présents. Une seule des 100 sociétés de JUST (Charter Communications) a jusqu'à présent décidé d'augmenter les salaires de façon permanente. Néanmoins, la pression des syndicats, des régulateurs ou des clients pourrait au final pousser les entreprises à prolonger ces augmentations temporaires de salaires au-delà de la crise.

D'après [The Economist](#), les pandémies survenues au fil de l'histoire – de la peste noire à la grippe espagnole – ont généralement entraîné un transfert des rendements du capital sous la forme de revenus réels beaucoup plus élevés pour les travailleurs. Le mécanisme a toutefois été brutal : en décimant la population active, ces crises ont augmenté le pouvoir de négociation des travailleurs survivants. L'économie actuelle est évidemment très différente – et nous espérons que l'ampleur sera considérablement moindre – mais la Covid-19 pourrait marquer un tournant dans la hausse des inégalités.

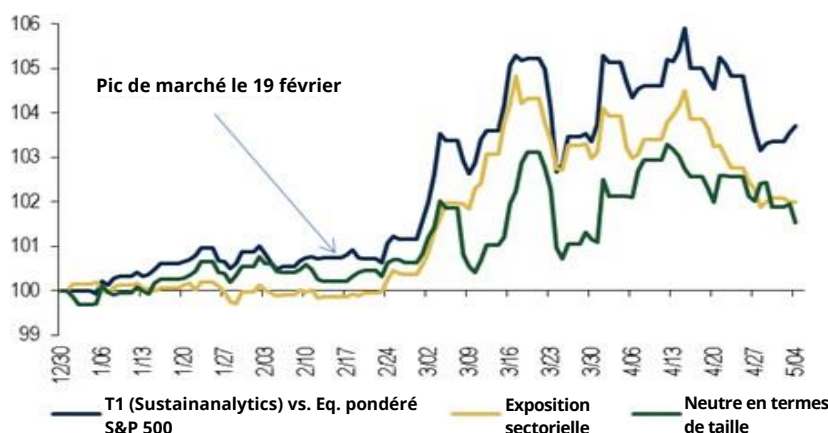
Si nous nous en réjouissons d'un point de vue éthique, nous devons également envisager, en tant qu'investisseurs, la façon de satisfaire de telles augmentations de salaire. L'entreprise dispose-t-elle d'un pouvoir de fixation des prix lui permettant d'augmenter ses prix sans porter atteinte à la demande ni aux bénéficiaires ? La solution idéale serait une adhésion du public à une augmentation des salaires, ce qui impliquerait une volonté de payer des prix plus élevés pour les biens des entreprises considérées comme agissant de manière responsable pendant la crise et au-delà. Les collaborateurs deviendraient-ils plus motivés et plus productifs ? Ou la hausse des salaires se traduirait-elle simplement par une réduction de la rentabilité et des rendements ? Les résultats varieront selon les entreprises et les secteurs, d'où l'importance d'une analyse détaillée.

Mise à jour : les actions présentant des notes ESG plus élevées continuent de surperformer

La crise de Covid-19 aura des répercussions à long terme, et il faudra du temps pour que les cours des actions reviennent à la normale. Toutefois, à ce jour, les faits (voir graphique ci-dessous) soutiennent notre conviction selon laquelle les entreprises responsables devraient être plus résilientes dans un contexte de ralentissement et surperformer au cours du cycle.

Depuis que nous en avons discuté en mars, les 20 % d'actions présentant les plus hauts scores ESG (environnement, social, gouvernance) continuent de surperformer le marché dans son ensemble. La surperformance est moins marquée que lors de la chute initiale du marché, car nous avons assisté à une rotation en faveur des actions plus risquées et plus sensibles à l'économie, mais elle reste importante et concerne l'ensemble des régions.

Le top 20 % des actions bénéficiant des meilleures notes ESG a surperformé le marché américain dans son ensemble

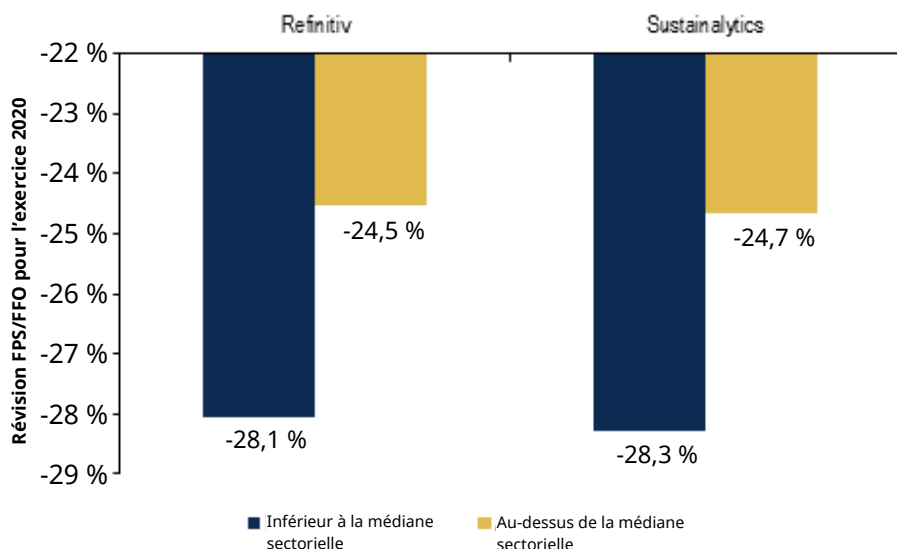


Source : Sustainalytics, FactSet, BofA US Equity et Quant Strategy, 5 mai 2020.

Cela s'explique en partie par le fait que les leaders ESG ont jusqu'à présent enregistré des baisses des bénéfices par action (BPA) plus faibles que les sociétés en retard sur les problématiques ESG, comme en témoigne le graphique ci-dessous. Depuis mars, ces baisses ont fortement augmenté pour les deux groupes, mais la différence reste significative.

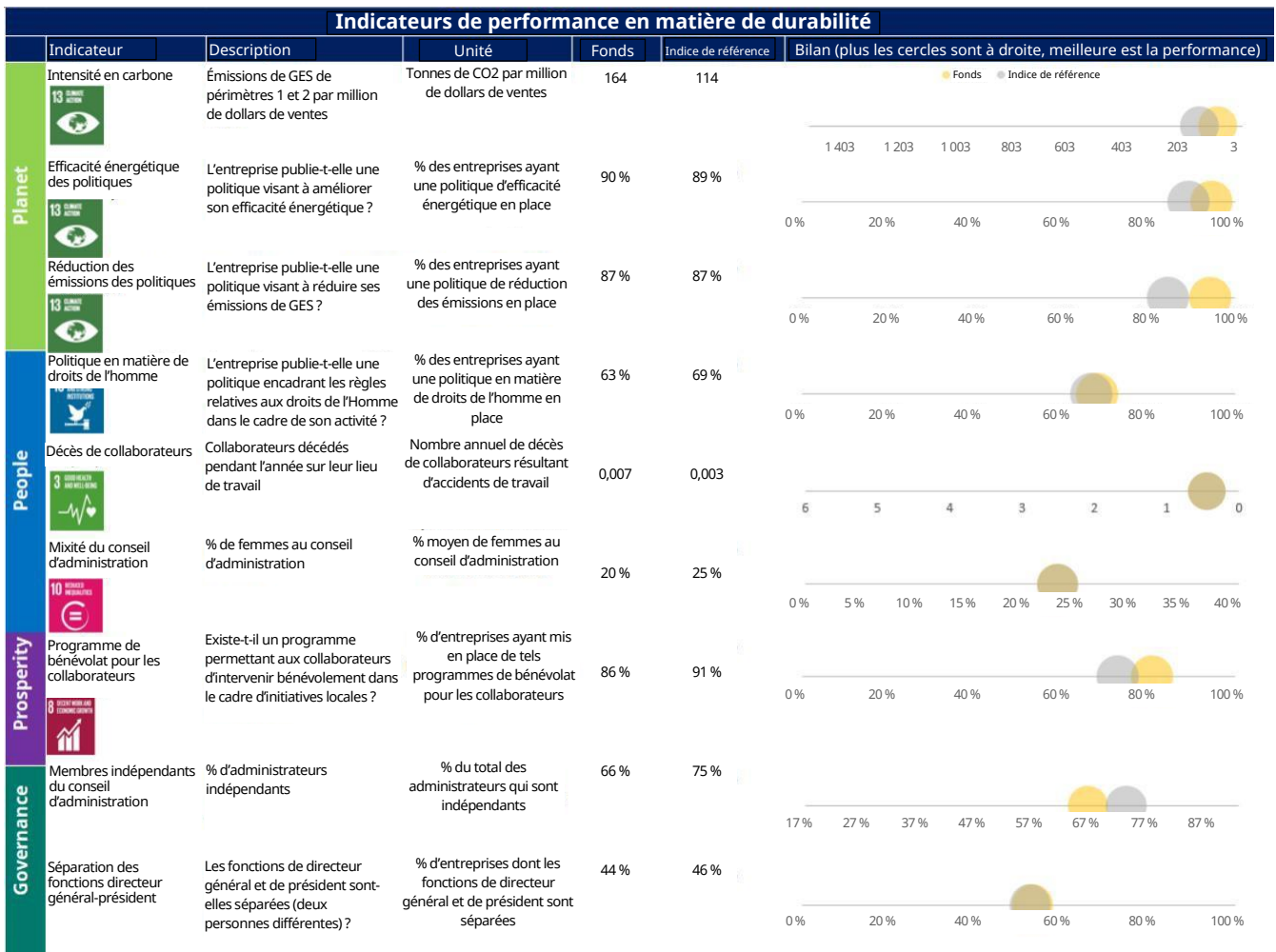
Les sociétés américaines dont les scores ESG sont inférieurs ont enregistré des baisses de BPA plus importantes

Révisions des estimations de BPA du consensus pour l'exercice 2020 (FFO pour les REITs) entre le 19/2/2020 et le 5/5/2020



Source : Refinitiv, Sustainalytics, IBES, BofA US Equity et Quant Strategy. Le graphique présente, pour l'année en cours, les révisions du bénéfice par action effectuées par le consensus des analystes entre le 19 février et le 5 mai 2020.

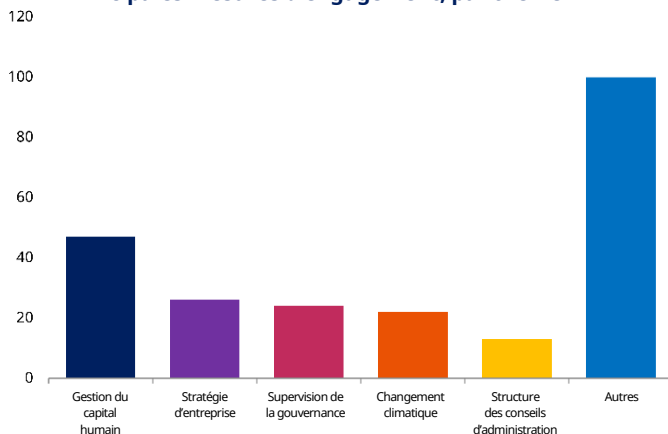
Cela continue de soutenir notre opinion selon laquelle les entreprises les plus durables surperformeront leurs homologues moins durables sur le long terme. En tant qu'investisseurs, notre rôle consiste à identifier les entreprises qui ont le meilleur potentiel de croissance durable, porté par de solides relations avec leurs parties prenantes.



Source : Thomson Reuters ASSET 4. Les données sont les plus récentes disponibles (au 31 mars 2020). Remarque : les analyses présentées reposent sur les informations publiées par les entreprises, collectées et fournies par Thomson Reuters. Certaines données ont pu faire l'objet d'une interprétation (par exemple, pour déterminer si la politique de responsabilité sociale d'une entreprise mentionnant l'efficacité énergétique constitue l'équivalent d'une politique en la matière). Nous avons calculé la moyenne pondérée de chaque indicateur pour le fonds et l'indice de référence. **Les performances passées ne présagent pas des performances futures. La valeur des actions et le revenu qui en découle peuvent varier à la hausse comme à la baisse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant qu'ils ont investi.**

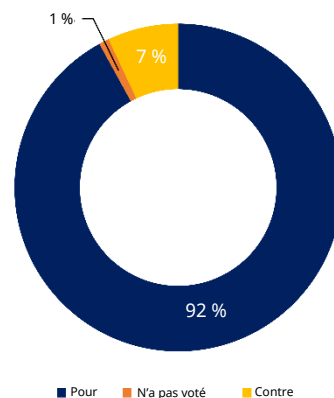
Évaluation des bonnes conduites (Stewardship)

Principales mesures d'engagement, par thème



Source : Schroders, période de trois ans glissants jusqu'au 31 mars 2020.

Gestion des votes aux assemblées



Source : Schroders, période de trois ans glissants jusqu'au 31 mars 2020.

Les accréditations ESG de Schroders aident les investisseurs à mieux comprendre la manière dont nous intégrons les facteurs ESG dans nos produits. Le fonds s'est vu décerner une accréditation « Integrated ». Les facteurs ESG font partie intégrante du processus d'investissement et sont clairement mis en évidence par des éléments probants. Nous consacrons des ressources importantes à l'évaluation des bonnes conduites (stewardship) et aux initiatives d'engagement. Le fonds s'est vu décerner une accréditation « Sustainable ». La durabilité est la pierre angulaire du processus d'investissement. Le fonds vise à éviter les pratiques commerciales controversées. Ces fonds ont généralement un objectif de performance de long terme. Le fonds s'est vu décerner une accréditation « Screened ». Le fonds applique des restrictions supplémentaires dans sa sélection de valeurs/de titres (pas nécessairement liées à des critères éthiques) au-delà des armes à sous-munition et des mines antipersonnel. Pour plus d'informations sur les accréditations ESG de Schroders, veuillez consulter la page www.schroders.lu/sustainabilityaccreditation.

Facteurs de risque

Risque de liquidité : dans des conditions de marché difficiles, le fonds peut être dans l'incapacité de vendre un titre à sa vraie valeur ou de le vendre tout simplement. Ceci pourrait peser sur la performance et obliger le fonds à différer ou suspendre les rachats de ses actions.

Risque opérationnel : les processus opérationnels, notamment ceux liés à la garde des actifs, peuvent échouer. Cela peut entraîner des pertes pour le fonds.

Risque de change : le fonds peut perdre de la valeur en raison des fluctuations des taux de change.

Risque lié aux instruments dérivés – Gestion efficace du portefeuille : les instruments dérivés peuvent être utilisés pour gérer efficacement le portefeuille. Un instrument dérivé peut ne pas se comporter comme prévu, entraîner des pertes plus importantes que le coût de l'instrument dérivé ainsi que des pertes pour le fonds.

Risque lié aux marchés émergents et marchés frontières : les marchés émergents, et notamment les marchés frontières, comportent généralement un risque politique, juridique, opérationnel, de contrepartie et de liquidité accru par rapport aux marchés développés.

Risque de contrepartie : le fonds peut conclure des accords contractuels avec des contreparties. Si une contrepartie n'est pas en mesure de remplir ses obligations, la somme due au fonds peut être perdue en partie ou en totalité.

Risque de performance : Les objectifs d'investissement expriment un résultat escompté mais rien ne permet de garantir qu'un tel résultat sera obtenu. Selon les conditions de marché et l'environnement macroéconomique, il peut devenir plus difficile d'atteindre les objectifs d'investissement.

Taux interbancaire offert : la transition des marchés financiers vers des taux de référence alternatifs, au détriment de l'utilisation des taux interbancaires offerts (TIO), peut avoir un impact sur la valorisation de certaines participations et perturber la liquidité de certains instruments. Cela peut avoir un impact sur les résultats d'investissement du fonds.

Informations importantes : Schroder International Selection Fund (la « Société ») est une Société d'Investissement à Capital Variable (SICAV) de droit luxembourgeois et est coordonnée au regard de la réglementation européenne. La Société et certains de ses compartiments ont obtenu l'autorisation de commercialisation en France de l'Autorité des Marchés Financiers. Ce document ne constitue en aucun cas une offre contractuelle ni une offre ou une sollicitation en vue de la souscription des actions de la Société. Aucune information ou affirmation contenue dans ce document ne doit être considérée comme une recommandation. Les souscriptions des actions de la Société ne peuvent être effectuées que sur la base du document d'informations clés pour l'investisseur et du prospectus en vigueur, accompagné du dernier rapport annuel audité (ainsi que de tout rapport semestriel non-audité si celui-ci a été publié ultérieurement). Des exemplaires de ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Schroder Investment Management (Europe) S.A. ou du correspondant centralisateur de la Société en France, Société Générale, 29 boulevard Haussmann, F-75009. Tout investissement dans la Société comporte des risques qui sont définis de manière plus détaillée dans le document d'informations clés pour l'investisseur et le prospectus. **Les performances passées ne sont pas un indicateur fiable des performances futures. Les cours des actions ainsi que le revenu qui en découle peuvent évoluer à la baisse comme à la hausse et les investisseurs peuvent ne pas récupérer le montant qu'ils ont investi.** Schrodgers est responsable du traitement de vos données personnelles. Pour obtenir des informations sur la façon dont Schrodgers pourrait traiter vos données personnelles, veuillez consulter notre Politique de confidentialité disponible à l'adresse suivante : www.schrodgers.com/en/privacy-policy ou sur demande au cas où vous n'auriez pas accès à cette page Web. Ce document est produit par Schroder Investment Management (Europe) S.A., 5, rue Höhenhof, L-1736 Senningerberg, Luxembourg. R.C.S. Luxembourg B 37.799. Pour votre sécurité, les communications peuvent être enregistrées et surveillées. Les données de tierces parties sont la propriété du fournisseur de données ou celui-ci y est autorisé sous licence, et ne peuvent être reproduites ou extraites et utilisées à aucune autre fin sans l'autorisation du fournisseur de données. Ces données sont fournies sans aucune garantie de quelque nature que ce soit. Le fournisseur des données et l'émetteur du document ne peuvent aucunement être tenus responsables par rapport aux données de tierces parties. Le prospectus et/ou www.schrodgers.fr contiennent les avertissements supplémentaires applicables aux données des tierces parties.